

# LA VÉRITÉ



13 avril 1946

Prix : 2 francs

Abonnements :  
26 numéros ..... 50 fr.  
52 numéros ..... 100 fr.  
C. C. P. Saujot 3205-19 Paris

Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)

## Défendre d'abord nos revendications

APRÈS L'ARMÉE ESPAGNOLE  
L'ARMÉE FRANÇAISE  
EST LA PLUS REACTIONNAIRE  
DU MONDE

La séance du 3 avril à l'Assemblée constituante a vu s'opposer les partisans de l'armée de métier et de l'armée de conscription.

On sait que l'armée de métier c'est l'instrument idéal pour la bourgeoisie dans les périodes de crise. On comprend très bien que M. Michelet, le fidèle de de Gaulle, tienne à conserver une armée de coups d'Etat.

Par contre, il est plus difficile de définir la notion « d'armée républicaine ». Cela rappelle la Révolution française et l'époque où la bourgeoisie était révolutionnaire. Aujourd'hui, le mot « républicain » couvre tout ce qu'on veut.

A l'Assemblée constituante, le général Tubert, député communiste, parle :

— L'épuration ? C'est l'enregistrement d'une faillite.

Il y a ce colonel qui commandait la garde de Pétain et qui vit gratis dans un appartement de caserne en banlieue.

Il y a ce général collaborateur, objet d'un volumineux dossier d'épuration, qui vient de recevoir un important commandement en Allemagne.

Il y a cet ex-président des Compagnons de France de Pétain qui se trouve affecté comme directeur du cabinet du général commandant les troupes d'occupation en Autriche.

Nous n'avons guère de renseignements sur la structure de l'armée nouvelle. Cela reste le secret des dieux.

Nous n'avons cessé de protester, rien n'y a fait. Les mercenaires et les aventuriers sont toujours aux leviers de commande, tandis que les patriotes et les républicains sont généralisés ou écartés.

A son tour, le général Joinville parle :

— En Allemagne, le tout-Vichy se rencontre.

Un capitaine d'unité blindée dit :

— Quelques semaines entravées de 1947 et l'on ne parlerait plus de cette Constituante.

Les F.F.I. démissionnent parce que les officiers vichystes leur font une vie intenable.

Passons à la marine. C'est M. Roger Roucaute qui en parle :

— Darian a disparu de notre marine, cela ne veut pas dire que l'esprit darianiste et que les créatures de Darian aient disparu.

Le capitaine de corvette qui commande la base du lac de Constance est un vichyste notoire.

Et que dire de tous ces anciens chefs de cabinet ou officiers d'ordonnance de Darian, antirépublicains et antidémocrates que nous retrouvons soit directeur du personnel militaire, soit affecté au cabinet du ministre ou président du comité d'épuration.

L'épuration dans la marine n'a été que fragmentaire.

Et M. Roucaute ne trouve rien d'autre comme conclusion, sinon :

— La marine doit renaitre, nationale et républicaine.

Évidemment, le M.R.P. répond en plaçant le problème sur le terrain technique.

M. Montel déclare :

— On ne tient pas le Tonkin avec des conscripts.

Evidemment qui peut répondre à ce réactionnaire. Pas le P.C.F. qui a accepté la criminelle expédition d'Indochine.

Et le ministre M.R.P. menace :

— Il faut craindre ce ferment de désagrégation de l'armée que serait la reprise incessante des opérations d'épuration.

Dit à mots couverts, cela signifie bien que dans l'Etat bourgeois, la clique militaire est indépendante du Parlement et qu'elle répondrait

## réclament de nombreux délégués au 26<sup>e</sup> congrès de la C.G.T. où s'affirme une forte minorité révolutionnaire

Plus de 1.000 délégués, représentant 16.000 syndicats et 5 millions et demi de travailleurs, se sont rassemblés au 26<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T. Nous mettons sous presse alors que les travaux de la troisième journée ne sont pas commencés. Mais déjà apparaissent les grandes lignes et le bilan de ce congrès.

Chez la plupart des délégués, même chez ceux qui suivent actuellement la majorité confédérale, le souci dominant reste la défense des revendications ouvrières. Cela est si vrai que Frachon, dans sa réponse sur le rapport d'activité, a déclaré : « Nous gagnerons la bataille des revendications ». Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les promesses de Frachon, car nous savons que la « bataille pour la production », qui n'est pas autre chose que la « bataille pour le réplâtrage du régime capitaliste », reste la préoccupation primordiale des dirigeants syndicaux, qu'ils s'appellent FRACHON ou JOUHAUX, mais il est caractéristique de constater que sous la pression des travailleurs, de plus en plus exploités, les dirigeants sont contraints de changer leur langage.

Au cours de ce congrès, une opposition s'est nettement affirmée. Elle se situe, bien que confusément encore, sur le terrain du syndicalisme révolutionnaire. Elle a réclamé le retour à la lutte de classes, la lutte pour les revendications ouvrières, l'échelle mobile des salaires, la nécessité de l'action directe et de la grève pour faire aboutir ces revendications, de véritables nationalisations sans indemnité ni rachat sous contrôle ouvrier.

Elle s'est prononcée avec force pour l'unité syndicale, faisant pièce aux arguments qui prétendent que les opposants sont des scissionnistes.

Sur le problème important de l'indépendance syndicale, l'opposition n'a pas, à notre avis, défendu une plate-forme juste. Son souci de conserver à la C.G.T. son indépendance par rapport au gouvernement s'explique : depuis dix-huit mois, le gouvernement tripartite a été incapable de défendre le pouvoir d'achat des masses, alors qu'au contraire les profits patronaux ont été garantis.

Mais est-il juste, en fonction de cela, d'exiger que 5 millions et demi de syndiqués se désintéressent des problèmes du gouvernement ?

Nous ne le pensons pas. Il importe à tous les syndiqués de la grande centrale syndicale, tant à ceux qui appartiennent à des partis politiques qu'à tous les autres, que le gouvernement soit entre les mains d'un de Gaulle ou d'un Gouin.

La C.G.T. a son mot à dire dans les problèmes du gouvernement. Elle a SES RESPONSABILITES à prendre. Mais elle ne saurait les accepter dans les cadres d'un gouvernement où siègent des ministres capitalistes. Les militants syndicaux, comme ceux du parti communiste français et du parti socialiste, doivent exiger que leurs dirigeants prennent le pouvoir et tout le pouvoir sans ministres M.R.P., qu'ils constituent un gouverne-

ment où seuls seront représentés le P.C., le P.S. et la C.G.T. Ils doivent exiger que ce gouvernement impose le rajustement des salaires et l'échelle mobile (l'indice du coût de la vie doit être CALCULE PAR LA C.G.T.), de véritables nationalisations sans indemnité, ni rachat, sous contrôle ouvrier, un plan de production ELABORE PAR LA C.G.T. et appliqué, sous contrôle ouvrier.

### LES DÉBATS

FRACHON ouvre les débats avec son rapport d'activité.

La bataille de la production doit être gagnée, les travailleurs ont répondu à notre appel. Nous avons fait aboutir une grande partie de certaines revendications pour lesquelles nous luttons depuis longtemps. Le maximum d'abattement est de 30 % au lieu de 50 % entre les zones.

Nous luttons depuis des mois contre la hausse des prix.

Il fait le bilan de sept années d'activité de la C.G.T. Rappelé Munich, la période de clandestinité et l'action du Bureau confédéral depuis la « libération ».

Dès le premier orateur, l'opposition fait entendre sa voix.

COCHINARD, de l'Union départementale de la Marne, monte à la tribune. « Le mécontentement de la base est une réalité, dit-il. Sur les salaires, nous demandons l'ajustement et nous estimons que le gouvernement a été trop complaisant aux revendications patronales. Nous demandons le déblocage des salaires avec l'échelle mobile. Il faut absolument étrangler le marché noir, instituer la peine

## Truman livre des avions à Franco

LES « grands démocrates » des U.S.A. ont répondu par la bouche de Mr Byrnes à la note française : « Franco ne menace pas notre sécurité ». Et Bevin d'ajouter : « Que Franco ait été l'ami de Hitler et de Mussolini, cela ne veut rien dire ; d'autres ayant fait pareil... »

En effet, d'autres en ont fait autant. Et parmi les « autres » il faudra signaler quand même ceux qui étaient dans le fameux Comité de non-intervention dont le rôle fut d'apporter par la bande un secours à Franco pendant la guerre civile. Souvenons-nous toujours que l'ironie tomba dans les mains des franquistes parce que M. Blum bloqua les munitions à destination d'Irun. Souvenons-nous aussi qu'en 1937, au cours des journées révolutionnaires de mai à Barcelone, les bateaux de guerre britanniques firent leur apparition, prêts à intervenir contre le prolétariat révolutionnaire.

En effet, la sécurité des coffres-forts des gros actionnaires ayant de forts intérêts en Espagne n'est point menacée par la présence de Franco. Alors... Franco peut continuer à massacrer des ouvriers espagnols.

Voilà comment parlent les bourgeois, quelquefois par la bouche de leurs commis « ou-

vriers », les Bevin de tout poil. En même temps que les travailleurs d'Europe et d'ailleurs exigent le boycott économique du régime de Franco, M.M. les « démocrates » Truman et consorts viennent de lui accorder une vente de marchandises pour un montant de dix millions de dollars. Du bien pour le peuple espagnol aïtame ? Vous n'y êtes pas. Des avions, du caoutchouc, des camions. Les « libérateurs » américains songent encore et toujours à faire de l'Espagne un magasin à eux, une tête de pont contre l'U.R.S.S.

Les gouvernements « démocratiques » s'arrêteront toujours à moitié du chemin vis-à-vis de Franco, et par là au détriment du prolétariat français et du monde entier.

Puis que jamais, nous devons nous mobiliser pour précipiter la chute de Franco. Maintenir cette action sous le prétexte que l'affaire est du ressort de l'O.N.U. et de la diplomatie des grands, c'est alimenter toutes les manœuvres de la réaction et retarder le renversement du franquisme.

### Mise en garde

Des sympathisants nous communiquent qu'ils ont reçu un journal ronéotypé intitulé : « Le Combattant européen » (organe de combat du socialisme européen).

Le caractère fasciste de cette publication est évident.

Nous tenons à mettre en garde nos militants et sympathisants contre une éventuelle provocation qui peut se cacher derrière ces envois.

### LA CAUTION SERA MAINTENUE

## Continuez la lutte pour le premier million

Au moment de mettre sous presse, la loi électorale n'est pas encore connue. Mais déjà il est certain que la caution sera maintenue pour chaque candidat. C'est dire que les charges auxquelles nous aurons à faire face pour mener la campagne électorale resteront très lourdes. Car si l'obligation de présenter des candidats dans vingt circonscriptions va être certainement retirée, par contre l'autre disposition éminemment antidémocratique de la récupération des restes sur le plan national ne jouant uniquement que pour les partis ayant obtenu 5 % des voix, subsistera. Cela nous obligera à présenter des listes dans le maximum de circonscriptions. Plus nous aurons d'argent, plus nous présenterons de candidats, plus il y aura de chance pour que des députés trotskystes appellent de la Chambre les travailleurs à lutter pour la défense de leurs intérêts et de leurs libertés.

Souscrivez ! Il faut atteindre les 500.000 francs la semaine prochaine.

SOUSCRIPTION POUR LE MILLION (2 <sup>e</sup> semaine)			
J. V. ....	150	Un groupe d'ouvriers des établis. ....	150
P. Jérôme ....	2.000	Missier pour le soutien de la V. ....	150
T. ....	1.000	L. C. Bourg-la-Reine ..	200
L. ....	500	A. B. Condom ....	150
G. ....	325	Fay (L'Arbreste) ....	150
M. C. ....	200	Ch. Saint-Bel ....	150
Gauthier ....	20	Dut. L'Arbreste ....	150
Un groupe d'amis de la Vérité, cellule 2, 5 <sup>e</sup> rayon	310	Cuq. Paris ....	150
Beck ....	100	Lat. Vizille ....	400
14 campeurs ....	1.340	Fros. Ondres ....	70
Liste n° 3.513 ....	14.500	V. T. Bergerac ....	400
Un groupe d'Indochinois	3.160	Cr. Toulouse ....	500
Liste n° 3424 ....	28.000	Le Br. Quimper ....	150
Liste n° 3601 ....	11.400	Eliane Ronel Quimper ..	250
Liste n° 3820 ....	3.020	J. Momet Chambéry ..	150
Verdier, Michaud ....	1.000	V. ....	230
Liste n° 3911 ....	440	Soutien à la Vérité pour le million ....	520
Liste n° 3542 ....	24.740	Fan. Bleibreau (2 <sup>e</sup> vers.)	500
M. O. (2 <sup>e</sup> versement) ..	5.000		
Liste n° 3549 ....	1.700	Total .....	210.180
Marton ....	2.300		
Liste n° 3551 ....	34.500	Total des listes précéd.	75.791,52
A. T. ....	800		
Liste n° 3980 ....	37.200		
Liste n° 3672 ....	15.400		
Liste n° 65 ....	305	Total général .....	285.971,25

## Contre le plébiscite du Tripartisme BOYCOTTEZ LE REFERENDUM

NOUS avons appelé, dans notre dernier numéro de « La Vérité », les travailleurs à participer aux élections du 2 juin. Nous leur avons demandé de voter pour les listes du P. C. I., et là où il n'y aura pas de candidat trotskyste, de voter pour les candidats ouvriers.

Nous irons aux élections du 2 juin sans illusions parlementaires, mais avec la ferme volonté de pouvoir utiliser la tribune du parlement bourgeois pour faire entendre la voix du peuple travailleur et l'appeler à combattre contre le régime actuel de misère et de famine.

Participer au vote du 2 juin et voter pour les listes trotskystes, c'est faire échec partout à la réaction.

Participer au vote du 2 juin et voter pour les organisations ouvrières, c'est exprimer sa volonté d'obliger les directions des grands partis ouvriers à rompre la collaboration avec la bourgeoisie, à sortir du marais du tripartisme.

Mais avant les élections du 2 juin, la Constituante soumettra aux travailleurs une constitution élaborée sous le signe de la collaboration gouvernementale avec les partis de la bourgeoisie. Constitution destinée à perpétuer et à sauvegarder la propriété privée et les bases de la société capitaliste.

Les dirigeants du Parti communiste français et du parti socialiste demandent aujourd'hui aux travailleurs, non seulement d'approuver une constitution

bourgeoise et antidémocratique, mais encore de sanctionner la politique du tripartisme qui, depuis dix mois, n'a abouti qu'à aggraver le sort des masses laborieuses.

Tout au long des discussions qui ont eu lieu dans la commission de la Constitution, le M. R. P. a imposé à ses associés ouvriers au gouvernement, toute une série de mesures antidémocratiques dont une des pires est la reconstitution camouflée du Sénat.

Le P. R. L. déclare qu'il répondra non au referendum. Il reproche à la Constitution d'avoir accepté le principe des nationalisations, même avec indemnités et rachat et maintien des administrateurs capitalistes dans les conseils d'administration. Il reproche à la Constitution de ne pas consacrer les droits absolus de l'école de l'Eglise, la soi-disant « école libre ».

Il ne se contente pas que le sale torchon L'Époque puisse temir le haut du pavé, il récla-

me la parution du Matin et de Paris-soir. Mais en répondant non au referendum, le P. R. L. poursuit également un autre objectif : il veut sauvegarder son avenir, il espère profiter démagogiquement du mécontentement des masses travailleuses et surtout de celui de la petite bourgeoisie.

Les radicaux voteront non également, parce qu'ils sont contre tout changement de la vieille Constitution de 1875, constitution qui leur a permis, durant quarante ans au moins, de garder le pouvoir.

Le P. C. I. appelle les travailleurs à boycotter la Constitution bourgeoise qui garantit la propriété privée, la police mercenaire et les juges mercenaires, à boycotter le plébiscite du tripartisme.

Nous dénonçons, nous boycottons ce plébiscite comme nous avons dénoncé le referendum du 21 octobre dernier et le plébiscite de la politique de de Gaulle.

Michèle MESTRE.

A PARTIR DU VENDREDI 19 AVRIL

LA VÉRITÉ paraîtra sur 4 pages grand format avec des rubriques nouvelles - 4 fr. — Retenez-là chez votre marchand habituel



